

Directive 10.3

**Directive relative à la contribution de la Fondation en faveur de
mesures d'appui n'étant pas prises en charge par les
établissements d'enseignement professionnel
(art. 60 al. 4 lit. c LFPi)**

Date d'entrée en vigueur : 1^{er} février 2015

Table des matières

1. Généralités.....	3
2. Définition	3
3. Qui peut déposer une demande ?.....	3
4. Critères d'octroi des contributions	3
4.1 Critères généraux.....	3
4.2 Coûts pris en considération par la Fondation.....	3
5. Comment déposer une demande ?	4
6. A quel moment déposer une demande de contribution ?	4
6.1 Demande d'entrée en matière.....	4
6.2 Demande initiale	4
6.3 Demande finale	4
7. Comment se déroule l'examen d'une demande ?.....	4
8. Modalités de versement	4
8.1 Demande initiale	4
8.2 Demande finale	4
9. Obligations des bénéficiaires.....	4
10. Surveillance des bénéficiaires.....	5
11. Recours.....	5
12. Entrée en vigueur.....	5

1. Généralités

Les contributions de la Fondation visent à encourager, dans la mesure des fonds disponibles, des mesures d'appui n'étant pas prises en charge par les établissements d'enseignement professionnel (art. 60 al. 4 lit. c LFP).

La loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP) et son règlement d'application du 17 mars 2008 (RFP) en constituent la base légale.

2. Définition

Par mesures d'appui, on entend des mesures ayant pour but de lutter efficacement contre les échecs et les ruptures de contrat d'apprentissage, pour autant que ces mesures soient en relation avec la pratique professionnelle ou la métacognition (« apprendre à apprendre »). Sont ainsi exclus, les cours d'appui liés à la formation scolaire (Art. 16 al. 1 lit. b LFPⁱⁱ), lesquels sont organisés par les écoles professionnelles dans le cadre de leur mission.

3. Qui peut déposer une demande ?

Seuls les organismes donnant des cours à des personnes employées dans une entreprise ayant son siège social dans le canton de Genève peuvent déposer une demande (art. 60 al. 2 LFPⁱⁱⁱ/68 RFP^{iv}) :

- a) Paritairement les associations professionnelles ;
- b) les associations professionnelles qui font un effort particulier pour améliorer la formation professionnelle et faciliter la formation continue ;
- c) l'Etat, les collectivités publiques qui en dépendent et les établissements de droit public en faveur de leur personnel ;
- d) les entreprises privées à titre individuel dont le secteur d'activité n'est pas couvert par une ou plusieurs associations professionnelles, pour autant qu'elles passent par une organisation paritaire.

4. Critères d'octroi des contributions

4.1 Critères généraux

Outre les conditions posées aux articles 69^v et 70 RFP^{vi}, pour être financé par la Fondation, le bénéficiaire devra indiquer par tout moyen utile que:

- Le cours d'appui vise à acquérir des compétences ayant trait à la pratique professionnelle telles que définies dans le plan de formation de l'ORFO ;
- les indicateurs concernant les taux d'échec ou de rupture, pour lesquels les cours d'appui sont requis, sont disponibles ;
- un système de qualité a été mis en place ;
- le cours ne poursuit pas de but lucratif.

4.2 Coûts pris en considération par la Fondation

- Le bénéficiaire s'efforce de trouver des sources de financements complémentaires à ceux de la Fondation ; une partie des coûts doit être pris en charge par l'organisation responsable du cours, ses partenaires, éventuellement par des sponsors, les participants au cours ou l'Etat ;
- les charges et revenus doivent être équilibrés ;
- le nombre de personnes bénéficiant du cours est indiqué ;

- les coûts sont maîtrisés et appropriés. Les coûts d'administration, de direction, d'organisation et d'infrastructures ne peuvent être disproportionnés par rapport au coût total de la formation ;
- dans sa décision de financement, la Fondation prend en considération l'éventuelle participation des fonds paritaires.

5. Comment déposer une demande ?

Toute demande devra être remplie via le formulaire ad hoc en ligne.

6. A quel moment déposer une demande de contribution ?

6.1 Demande d'entrée en matière

Afin de pouvoir déposer une demande de financement, le bénéficiaire devra préalablement avoir transmis sa demande d'entrée en matière pour un cours spécifique via le formulaire ad hoc en ligne. Cette demande devra être déposée trois mois avant le début des cours.

6.2 Demande initiale

Pour obtenir une contribution aux mesures d'appui n'étant pas prises en charge par les établissements d'enseignement professionnel, le bénéficiaire devra déposer une demande initiale de financement via le formulaire ad hoc en ligne, trois mois avant le début du cours. Les cours ayant débuté sans accord préalable de la Fondation ne pourront être financés.

6.3 Demande finale

Une demande finale de contribution devra impérativement être déposée via le formulaire ad hoc en ligne dans un délai de six mois dès la fin de la formation.

7. Comment se déroule l'examen d'une demande ?

Dans un premier temps, l'administration de la Fondation examine les demandes sur la base de la liste de critères indiqués au point 4. Des expert-e-s peuvent être associé-e-s à ce premier examen (art. 71 RFP^{vii}). S'il manque des informations ou si le cours doit inévitablement être modifié, le secrétariat renvoie le dossier au demandeur.

8. Modalités de versement

La décision d'octroi mentionne le montant maximal alloué au cours.

Le montant est versé en deux étapes :

8.1 Demande initiale

Après examen de la demande initiale, la Fondation verse un acompte pouvant aller jusqu'à 80 % du montant alloué au cours au maximum.

8.2 Demande finale

Le paiement définitif est effectué uniquement après examen de la demande finale.

La Fondation peut réduire le montant de sa contribution si les coûts effectifs sont inférieurs au budget ou si le bénéficiaire a négligé des obligations lui incombant suite aux réserves et aux conditions émises (par analogie aux art. 72^{viii} et 73 RFP^{ix}).

9. Obligations des bénéficiaires

La demande initiale doit être préalablement approuvée par le Conseil pour donner lieu à un financement. Aucun cours ne pourra être financé sans cette approbation initiale.

Si un changement devait, par extraordinaire, intervenir en cours d'année (en particulier une augmentation du nombre de candidats ou des coûts) et avoir une incidence sur le montant de la demande de financement, il devra être communiqué avant d'engager quelque dépense supplémentaire. Ainsi, une demande distincte accompagnée des motifs devra être soumise à la Fondation. Sans celle-ci, la Fondation n'entrera pas en matière pour couvrir un déficit éventuel.

Si le demandeur fait un bénéfice en relation avec le cours financé, celui-ci devra être remboursé proportionnellement au financement octroyé.

Toute publication, campagne d'information ou de communication, en relation avec une prestation financée par la Fondation, lancée par un bénéficiaire auprès du public ou des médias devra être accompagnée du logo officiel de la Fondation.

10. Surveillance des bénéficiaires

Outre les conditions posées aux articles 72 et 73 RLFP applicables par analogie, la Fondation peut exiger une attestation spécifique de l'organe de révision ou des vérificateurs aux comptes du bénéficiaire afin de contrôler les déclarations fournies à la Fondation.

La Fondation se réfère par analogie aux conditions posées par la Directive Cantonale de Présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités paraétatiques (EGE-02-04_v3).

Un examen approfondi par la Fondation demeure en tout temps réservé. Le bénéficiaire devra donc collaborer à la production des pièces nécessaires et à apporter la preuve de l'utilisation des financements de la Fondation par rapport à sa demande.

Toute irrégularité constatée ou refus de collaborer à la production des pièces comptables peut donner lieu à des sanctions spécifiques telles que la réduction, voire la suppression des contributions de la Fondation et donc leur remboursement total ou partiel.

11. Recours

Conformément à l'article 71 LFP^x applicable par analogie, la décision de contribution du Conseil de Fondation peut faire l'objet d'un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice. Le recours s'exerce dans les trente jours dès la notification de la décision. L'acte de recours, auquel doit être joint la décision attaquée doit être signé et indiquer les conclusions, ainsi que les motifs du recours.

12. Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur immédiatement et peut être modifiée en tout temps par le Conseil de Fondation.

Annexe

Extrait des différentes lois mentionnées dans la présente directive

Loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP)

i Art. 60 : Constitution et but

⁴ Par actions entreprises au sens de l'alinéa 2, lettres a, b et d, il faut entendre toutes mesures prises qui ne relèvent pas du budget de l'Etat en application de dispositions légales impératives, notamment :

c) mesures d'appui n'étant pas prises en charge par les établissements d'enseignement professionnel;

Loi sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002 (LFPr)

ii Art 16 : contenus, lieux de formation, responsabilités

La formation professionnelle initiale comprend :

b. une formation scolaire composée d'une partie de culture générale et d'une partie spécifique à la profession ;

Loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP)

iii Art.60 : Constitution et but

²La fondation(5) participe financièrement aux actions visées à l'alinéa 1 qu'entreprennent :

a) paritairement les associations professionnelles;

b) les associations professionnelles qui font un effort particulier pour améliorer la formation professionnelle et faciliter la formation continue;

c) l'Etat, les collectivités publiques qui en dépendent et les établissements de droit public en faveur de leur personnel;

d) les entreprises privées à titre individuel, dont le secteur d'activité n'est pas couvert par une ou plusieurs associations professionnelles, pour autant qu'elles passent par une organisation paritaire.

Règlement de la loi sur la formation professionnelle du 17 mars 2008 (RFP)

iv Art. 68 : Requêtes des entreprises privées

¹ Est réputée entreprise privée au sens de l'article 60, alinéa 2, lettre d, de la loi, toute entité, régie par le droit privé, qui poursuit un but économique impliquant la mise en œuvre de moyens humains et matériels en vue de la production ou de la distribution de biens ou de services.

² Au moment du dépôt de sa requête de contribution financière, l'entreprise privée doit :

a) avoir son siège ou une succursale dans le canton de Genève depuis 3 ans au moins;

b) offrir toute garantie quant à sa viabilité et occuper plusieurs travailleurs ou travailleuses de façon durable dans le canton de Genève;

c) être au bénéfice depuis 3 ans au moins d'une autorisation de former au sens de l'article 51 de la loi;

d) respecter les dispositions de protection du travail ainsi que les conventions collectives de travail, les contrats-types de travail ou, à défaut, les prescriptions usuelles en vigueur dans la branche;

e) respecter l'égalité de traitement entre hommes et femmes, en particulier le principe de l'égalité de salaire.

³ Toute demande de contribution financière formulée par une entreprise privée doit être adressée au conseil, au moyen de la formule officielle prévue à l'article 69 du présent règlement, par l'intermédiaire d'une organisation paritaire.

⁴ Le conseil se prononce sur la recevabilité de la demande de contribution financière après examen des conditions posées à l'article 60, alinéas 2, lettre d, et 3, de la loi, ainsi qu'à l'alinéa 2 du présent article. A cet effet, il lui est loisible d'obtenir des informations auprès d'autres services de l'Etat, conformément à l'article 71 du présent règlement.

v Art. 69 : Formulation des requêtes

¹ La demande de participations financières formulée en vertu de l'article 60, alinéas 1 et 2, de la loi doit être adressée au conseil au moyen de la formule officielle établie à cet effet.

² Elle doit indiquer notamment :

a) les noms et adresse du requérant ;

b) l'identité de la ou des personnes responsables des actions proposées ;

c) la nature des actions prévues, telles qu'elles sont notamment définies à l'article 60, alinéa 4, de la loi ;

d) le contenu des programmes, la durée, l'époque et la périodicité des interventions ou des cours ;

e) les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires ;

f) le budget détaillé (frais d'enseignement, administratifs, subventions fédérales et cantonales éventuelles).

vi Art. 70 : Présentation des requêtes

¹ Les dispositions du présent titre sont complétées :

- a) en ce qui concerne les cours interentreprises, par les articles 20 à 24 relatifs au du subventionnement et à l'organisation de ces cours ;
- b) en ce qui concerne les demandes de prise en charge des frais découlant des mesures d'aide à la formation continue à des fins professionnelles ou à la préparation d'examens professionnels supérieurs ne faisant pas l'objet d'une subvention, par les articles 18 à 20 du règlement d'application de la loi sur la formation continue des adultes, du 13 décembre 2000.

² Le conseil fixe les directives propres à faciliter dans les autres cas la présentation des requêtes et leur analyse.

vii Art. 71 : Relations avec d'autres services de l'Etat

Le conseil peut s'adresser à d'autres services de l'Etat en vue d'obtenir les renseignements et documents utiles à l'instruction d'un dossier.

viii Art 72 : Versement de la contribution

¹ La contribution de la Fondation (1), calculée sur la base de forfaits, est versée au requêtant conformément à l'article 75, lettre c, du présent règlement, durant la période de l'action de formation concernée.

² Après la clôture des comptes de l'action de formation, les montants excédentaires sont, dans la règle, déduits de la prochaine contribution ou, si cela n'est pas possible, remboursés.

ix Art 73 : Retrait de la contribution

¹ La contribution de la fondation (1) est annulée et remboursée si :

- a) son bénéficiaire en modifie la destination ;
- b) son bénéficiaire l'a obtenue en fournissant de fausses indications ou en omettant volontairement de signaler certains faits.

²La poursuite pénale est réservée.

Loi sur la formation professionnelle du 15 juin 2007 (LFP)

x Art 71 : Recours

Les décisions de la direction de la fondation (5) peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice (11).